

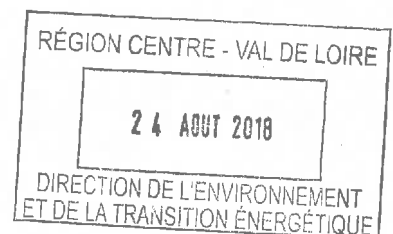
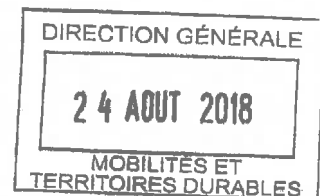
BORDEREAU DE TRANSMISSION DU COURRIER DE CATEGORIE 1 OK VS.

RNR le 31/08/18

Date envoi du courrier : 17/08/2018	Date reception : 23/08/2018	N° d'enregistrement :
Emetteur : ORLEANS METROPOLE		2183
Objet : AVIS SUR LE PROJET DE PRPGD ET LE RAPPORT ENVIRONNEMENTAL		RNR.
Réponse non requise : <input type="checkbox"/>		

Elu	Signataire	Pilote	Copie	Elu	Signataire	Pilote	Copie
PRESIDENT				DOMINIQUE ROULLET			
MARC GRICOURT				AGNES SINSOULIER-BIGOT			
CATHY MUNSCH-MASSET				PHILIPPE FOURNIE		X	
MICHELLE RIVET				ANNE BESNIER			
ISABELLE GAUDRON				CHARLES FOURNIER			
HAROLD HUWART				CHRISTELLE DE CREMIERS			
ANNE LECLERCQ				MOHAMED MOULAY			
Copie autres élus							

Affectation	Pilote	Copie
CAB		X
Affectation	Pilote	Copie
DGS		
DTNC		
ERCVL		
SG		
DGMTD		
DAT		
DEIN		
DETE	X	
DTMD		
DGFREE		
DE		
DFP		
AgrEF		
Tourisme		
DESRTT		
DGEECV		
DAFSS		
DCP		
DEJ		
DPECS		
DPOF		
DS		
DGOR		
DASJ		
DF		
DMG		
DSI		
DGARH		
DCAP		
DOMC		
DPSET		
Organisme(s) extérieur(s)		



new
(A) 24/08
RC

Région Centre Val de Loire
Monsieur François BONNEAU
Président
9 rue Saint Pierre Lentin
CS 94117
45041 ORLEANS

Nos Réf :

Dossier suivi par
Audrey MARTIEL PASSAMA
Direction Gestion des déchets
☎ 02 38 56 90 00

Orléans, le 17 AOÛT 2018

Objet : Avis sur le projet de PRPGD et le rapport
environnemental

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 24 mai 2018, vous me soumettez pour avis le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la Région Centre-Val de Loire et le rapport environnemental qui l'accompagne.

Le plan régional, qui devra être approuvé au plus tard le 19 juin 2019, intégrera différents documents :

1. Un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets : PRPGD,
2. Un Plan Régional d'Action concernant l'Economie Circulaire : PRAEC,
3. L'organisation de la collecte lors de situations exceptionnelles (pandémies, catastrophes naturelles par exemple)

Mes services ont participé aux travaux menés par la Région, avec l'appui de votre assistant à maîtrise d'ouvrage. Ils ont notamment contribué à alimenter les réflexions sur l'économie circulaire et le retour d'expériences sur les inondations de 2016. Ils ont apprécié les différents groupes de travail thématiques, sources d'échanges intéressants et constructifs avec différents acteurs, même si certains acteurs influents n'ont pas répondu présents.

Monsieur Thierry COUSIN, Vice-Président délégué à la gestion des déchets à la Métropole, a participé aux instances de concertation mises en place, notamment aux Commissions Consultatives d'Élaboration et de Suivi (CCES).

Si le PRPGD est un document de référence de planification de la prévention et de la gestion des déchets à horizon 6 et 12 ans (2025 et 2031), fixant les orientations et plan d'actions associées, les collectivités volontaristes auront besoin des moyens nécessaires pour accompagner leurs efforts, et donc des financements adaptés.

Le PRPGD comporte des prescriptions pour atteindre les objectifs réglementaires nationaux et sont en lien avec la feuille de route économie circulaire du Ministère de la Transition écologique et solidaire publiée le 23 avril 2018. D'autres objectifs sont plus ambitieux, à l'horizon 2031.

L'ambition d'Orléans Métropole de mener une politique volontariste de réduction des déchets ménagers, initiée en particulier depuis novembre 2009 dans le cadre de son programme local (en cours de révision), est pleinement en phase avec ces objectifs du plan. La priorité demeure, en effet, naturellement, le déchet qui n'est pas produit, engageant donc aussi des acteurs qui interviennent au début du cycle de vie des objets et matériaux.

Les objectifs sur la tarification incitative sont très ambitieux et restent donc, à mon sens, à prioriser en fonction de la typologie d'habitat, sur la base de retours d'expériences nécessaires sur des territoires comparables à Orléans Métropole (50% d'habitat vertical). Les reports de tonnages entre territoires soumis à des dispositifs incitatifs différents devront également pouvoir être appréciés. Orléans Métropole n'envisage pas le passage en tarification incitative à court et moyen terme.

Concernant la part de bio-déchets dans les Ordures Ménagères Résiduelles (OMr) et la réduction du gaspillage alimentaire, les objectifs sont tout aussi ambitieux et exigeront un chiffrage des modalités techniques pour parvenir à cette réduction. La mise en œuvre d'une filière de méthanisation peut, par exemple, exiger des investissements non négligeables.

Globalement, Orléans Métropole souhaite s'inscrire dans cette dynamique de réduction forte des déchets, de valorisation matière et organique renforcée, avec des équipements et des services adaptés ; la réussite reposera grandement sur des changements comportementaux des usagers en matière de gestion de déchets et un accompagnement financier des partenaires.

En ce qui concerne les centres de tri, la capacité moyenne d'un centre de tri d'environ 30 000 tonnes annuelles pour environ 500 000 habitants est conforme aux réflexions menées depuis mi-2017 par Orléans Métropole et 6 Collectivités périphériques. Une étude territoriale est en cours pour un bassin maximal de population de l'ordre de 700 000 habitants. Le groupement visé permet de se projeter sur un nouveau centre de tri de l'ordre de 30 000 tonnes annuelles, avec extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques.

Le conseil métropolitain du 10 juillet 2018 a, au final, émis un avis favorable (cf. délibération jointe) sur le projet de PRPGD et le rapport environnemental, avec les observations propres à la tarification incitative et aux soutiens financiers attendus pour les acteurs impliqués sur des territoires volontaristes.

Comptant sur notre engagement mutuel à porter ces changements majeurs, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes meilleurs sentiments.

Pour le Président,

Le Vice-Président,
Jacques MARTINET

**Extrait n°006934 du registre des délibérations
du Conseil métropolitain**

Séance du 10 juillet 2018

TERRITOIRES ET PROXIMITE

Gestion des déchets – Projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la Région Centre-Val de Loire et son rapport environnemental – Avis à émettre

L'an deux mille dix huit, le 10 juillet, à 18 heures, le Conseil métropolitain dûment convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville d'ORLÉANS, Salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de M. Olivier CARRE,

Date de la convocation du Conseil métropolitain : 03/07/2018

ÉTAIENT PRESENTS :

BOIGNY-SUR-BIONNE : Mme Marie-Odile CROSNIER, M. Jean-Michel BERNIER
BOU : Mme Michèle BLANLUET
CHANTEAU : M. Jannick VIE
CHAPELLE-SAINT-MESMIN (LA) : M. Nicolas BONNEAU, Mme Valérie BARTHE-CHENEAU
CHECY : M. Jean-Vincent VALLIES
COMBLEUX : Mme Marie-Claire MASSON
FLEURY-LES-AUBRAIS : Mme Marie-Agnès LINGUET, Mme Sophie LOISEAU, Mme Fabienne LEPROUX-VAUZELLE (de 18 h 15 à 19 h 45)
INGRE : M. Christian DUMAS (à partir de 18 h 10), M. Philippe GOUGEON
MARDIE : M. Christian THOMAS, Mme Clémentine CAILLETEAU-CRUCY
OLIVET : M. Matthieu SCHLESINGER, M. Philippe BELOUET, Mme Cécile ADELLE, M. Jean-Michel PELLE
ORLÉANS : M. Olivier CARRE, M. Serge GROUARD (de 18 h 25 à 19 h 40 et pouvoir à M. BARBIER jusqu'à 18 h 25 et à partir de 19 h 40), Mme Béatrice ODUNLAMI, M. Charles-Eric LEMAIGNEN (jusqu'à 19 h 45 puis pouvoir à M. LELOUP), Mme Muriel SAUVEGRAIN (jusqu'à 19 h 35 puis pouvoir à M. POISSON), M. Florent MONTILLOT (à partir de 18 h 25), Mme Martine HOSRI (à partir de 18 h 15), M. Soufiane SANKHON (jusqu'à 19 h 40 puis pouvoir à Mme CARRE), Mme Florence CARRE, Mme Chantal DESCHAMPS, Mme Stéphanie ANTON (à partir de 18 h 05), M. Philippe LELOUP, Mme Muriel CHERADAME, M. François FOUSSIER, M. Philippe PEZET, Mme Béatrice BARRUEL (à partir de 18 h 10), Mme Niamé DIABIRA, Mme Aude DE QUATREBARBES, M. Philippe BARBIER, M. Jean-Luc POISSON, Mme Corinne LEVELEUX-TEIXEIRA, Mme Arlette FOURCADE
ORMES : M. Alain TOUCHARD
SAINT-CYR-EN-VAL : Mme Evelyne SOREAU (à partir de 18 h 05)
SAINT-DENIS-EN-VAL : M. Jacques MARTINET, Mme Marie-Philippe LUBET, M. Jérôme RICHARD
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN : M. Patrick PINAULT, Mme Nelly DASSIS
SAINT-JEAN-DE-BRAYE : M. David THIBERGE, M. Bruno MALINVERNO, M. Michel DELPORTE
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE : M. Christophe CHAILLOU, Mme Véronique DESNOUES, M. Marceau VILLARET, M. Pascal LAVAL (à partir de 18 h 05)
SAINT-JEAN-LE-BLANC : M. Christian BOIS
SAINT-PRYVE-SAINT-MESMIN : M. Thierry COUSIN (jusqu'à 19 h 55), Mme Chantal MORIO
SARAN : Mme Maryvonne HAUTIN, M. Christian FROMENTIN, Mme Sylvie DUBOIS, M. Laurent LHOMME
SEMOY : Mme Pascale LIPIRA, M. Laurent BAUDE

ETAI(EN)T ABSENT(S) MAIS AVAI(EN)T DONNE POUVOIR :

CHANTEAU : Mme Nadine DUPRE donne pouvoir à M. Jannick VIE
CHAPELLE-SAINT-MESMIN (LA) : M. Christian BOUTIGNY donne pouvoir à M. Philippe GOUGEON
CHECY : M. Rémy RABILLARD donne pouvoir à M. Jean-Vincent VALLIES
FLEURY-LES-AUBRAIS : M. Philippe DESORMEAU donne pouvoir à Mme Sophie LOISEAU
INGRE : Mme Catherine MAIGNAN donne pouvoir à M. Christian DUMAS (à partir de 18 h 10)
MARIGNY-LES-USAGES : M. Eric ARCHENAUULT donne pouvoir à M. Christian THOMAS
OLIVET : M. Horace SONCY donne pouvoir à M. Laurent BAUDE
ORLEANS : Mme Martine ARSAC donne pouvoir à Mme Chantal DESCHAMPS, M. François LAGARDE donne pouvoir à Mme Béatrice BARRUEL (à partir de 18 h 10), M. Thomas RENAULT donne pouvoir à Mme Niamé DIABIRA, M. Michel MARTIN donne pouvoir à M. Olivier CARRE, Mme Martine GRIVOT donne pouvoir à M. François FOUSSIER, Mme Alexandrine LECLERC donne pouvoir à Mme Aude DE QUATREBARBES, M. Yann BAILLON donne pouvoir à M. Philippe PEZET, M. Michel BRARD donne pouvoir à Mme Corinne LEVELEUX-TEIXEIRA, M. Michel RICOUD donne pouvoir à M. Christian FROMENTIN
ORMES : Mme Jeanne GENET donne pouvoir à M. Alain TOUCHARD
SAINT-CYR-EN-VAL : M. Christian BRAUX donne pouvoir à M. Jacques MARTINET
SAINT-JEAN-DE-BRAYE : Mme Colette MARTIN-CHABBERT donne pouvoir à M. David THIBERGE, Mme Brigitte JALLET donne pouvoir à M. Bruno MALINVERNO
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE : Mme Annie CHARTON donne pouvoir à Mme Véronique DESNOUES
SAINT-JEAN-LE-BLANC : Mme Murielle CHEVRIER donne pouvoir à M. Christian BOIS, Mme Françoise GRIVOTET donne pouvoir à M. Jean-Michel PELLE

ETAI(EN)T ABSENT(S) EXCUSE(S) :

CHECY : Mme Virginie BAULINET
FLEURY-LES-AUBRAIS : M. Anthony DOMINGUES, Mme Carole CANETTE
MARIGNY-LES-USAGES : Mme Claude GRIVE
OLIVET : Mme Guylaine MARAVAL
ORLEANS : Mme Hayette ET TOUMI, M. Jean-Philippe GRAND, M. Philippe LECOQ

M. Philippe BARBIER remplit les fonctions de Secrétaire de séance.

Nombre de délégués composant l'assemblée	95
Nombre de délégués en exercice.....	95
Quorum.....	48

	Date
Territoires et Proximité	19/06/2018
Conférence des maires	25/06/2018
Conseil métropolitain	10/07/2018

TERRITOIRES ET PROXIMITE

TP 03) Gestion des déchets – Projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la Région Centre-Val de Loire et son rapport environnemental – Avis à émettre

Thierry COUSIN expose :

Avec la loi NOTRe, loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, les conseils régionaux se voient confier la compétence de planification des déchets avec la création d'un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets PRPGD (dans les articles 8 et 9 de la loi).

En effet, la loi NOTRe confie à la région l'élaboration d'un document de planification, prescriptif et intégrateur des principales politiques publiques sectorielles, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), qui fusionnera plusieurs documents sectoriels ou schémas existants (PRPGD, Plan Climat Air Energie Territorial PCAET, schéma de cohérence écologique, plan inter-modalités...).

L'ordonnance n° 2016-1028 du 27 juillet 2016 et le décret n° 2016-1071 du 3 août 2016 apportent des précisions notamment sur le contenu du SRADDET, les objectifs et le calendrier.

Le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 entré en vigueur le 20 juin 2016 détaille le contenu du plan PRPGD, avec la partie réglementaire du code de l'environnement relative à la planification des déchets et les dispositions nouvelles issues de la loi NOTRe.

Le plan régional devra être approuvé au plus tard le 19 juin 2019 (délai de 3 ans).

Ce plan régional doit intégrer :

- un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets : PRPGD
- un Plan Régional d'Action concernant l'Economie Circulaire : PRAEC
- l'organisation de la collecte lors de situations exceptionnelles (pandémies, catastrophes naturelles par exemple)

Le PRPGD est un document de référence de planification de la prévention et de la gestion des déchets à termes de 6 et 12 ans (2025 et 2031), qui fixe des orientations et définit un plan d'actions prévues et à prévoir pour atteindre les objectifs.

La Région a délibéré en octobre 2016 sur les travaux du plan et est accompagnée par un assistant à maîtrise d'ouvrage.

De nombreuses instances de concertation ont été mises en place, notamment une Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du plan, comportant des représentants des collectivités compétentes en matière de collecte et traitement des déchets, de l'État et des organismes publics, des associations, des chambres consulaires, des éco-organismes, des organisations professionnelles, des représentants des citoyens...

Pour Orléans Métropole, le titulaire est le Vice-Président délégué à la gestion des déchets et le suppléant le Vice-Président délégué à l'environnement, à l'écologie urbaine, à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention.

Différents groupes de travail thématiques ont été mis en place afin de co-construire le plan, ainsi que 2 groupes de travail autour de l'évaluation environnementale du PRPGD. En parallèle, 4 ateliers territoriaux ont été organisés sur la thématique de l'économie circulaire et un panel de citoyens a été constitué dans un souci de démocratie participative.

Suite à un courrier en date du 24 mai 2018, la Région Centre-Val de Loire soumet pour avis le projet de plan et le rapport environnemental aux administrations. Orléans Métropole doit faire part de son avis sur le projet de plan dans un délai de 4 mois à compter de la réception dudit courrier, soit avant le 24 septembre 2018.

Après consultation des personnes publiques (Régions limitrophes, CTAP Conférences Territoriales de l'Action Publique, autorités organisatrices en matière de collecte et de traitement des déchets, Préfet), le projet de plan et de rapport environnemental sera arrêté par la Région en novembre 2018. L'avis de la Mission Régionale d'autorité environnementale sera émis, suivi d'une enquête publique. La Région approuvera le plan en juin 2019.

Le PRPGD comporte des prescriptions pour atteindre les objectifs réglementaires nationaux et, compte tenu notamment de la perspective à plus long terme, des objectifs plus ambitieux à l'horizon 2031.

Les principaux objectifs du plan sont les suivants :

- Respect de la hiérarchie des modes de traitement : priorité à la prévention
- Réduction des Déchets Ménagers et Assimilés DMA : -10% d'ici 2020 par rapport à 2010, -15% d'ici 2025
- Valorisation sous forme matière (et organique) : 55% des Déchets Non Dangereux Non Inertes (DNDNI) d'ici 2020, 65% d'ici 2025, 76% d'ici 2031
- Extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques en 2022
- Tri à la source des biodéchets pour tous les producteurs d'ici 2025 (compostage, collecte séparative) voire 2024 en fonction des récentes évolutions réglementaires
- Réduction des biodéchets résiduels des Ordures Ménagères Résiduelles (OMr) de 50% en 2025 par rapport à 2015 (100% en 2031 – préconisation de 80% en 2028) ; réduire le gaspillage alimentaire de 50% en 2020 par rapport à 2013 et de 80% en 2031
- Tarification Incitative sur 23% de la population couverte en 2020, 38% en 2025 et 68% en 2031
- Eco-exemplarité des collectivités et administrations
- Développement de l'économie circulaire

Les objectifs fixés sont en majorité les objectifs nationaux, en lien avec la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte et ses décrets d'application, mais aussi en lien avec la feuille de route économie circulaire du Ministère de la Transition écologique et solidaire publiée le 23 avril 2018.

Cela s'inscrit pleinement en cohérence avec l'ambition d'Orléans Métropole de mener une politique volontariste de réduction des déchets ménagers, initiée en particulier depuis novembre 2009 dans le cadre de son programme local, en cours de révision. La priorité demeure naturellement le déchet qui n'est pas produit, ce qui doit donc aussi engager des acteurs qui interviennent au début du cycle de vie des objets et matériaux (fabricants, distributeurs).

Les objectifs sur la tarification incitative sont très ambitieux et restent donc à prioriser en fonction de la typologie d'habitat, sur la base de retours d'expériences nécessaires sur des territoires comparables à Orléans Métropole (50% d'habitat vertical). Les reports de tonnages entre territoires soumis à des dispositifs incitatifs différents devront également pouvoir être appréciés.

Concernant la mise en œuvre de cette tarification incitative, Orléans Métropole n'envisage pas pour l'instant sa mise en œuvre

Concernant la part de bio-déchets dans les Ordures Ménagères Résiduelles (OMr) et la réduction du gaspillage alimentaire, les objectifs sont là encore très ambitieux, avec la nécessité de quantifier et chiffrer les modalités techniques pour parvenir à cette réduction. La mise en œuvre d'une filière de Méthanisation peut en effet par exemple exiger des investissements non négligeables.

Globalement, Orléans Métropole souhaite s'inscrire dans cette dynamique de réduction forte des déchets, de valorisation matière et organique renforcée, avec des équipements et des services adaptés ; la réussite reposera grandement sur des changements comportementaux des usagers en matière de gestion de déchets et un accompagnement financier des partenaires.

Concernant les installations de traitement, il s'agit d'obligations concernant le maillage, la provenance des déchets et la valorisation sur le territoire (instruction des dossiers Installation classée pour la protection de l'environnement ICPE par la DREAL en conformité avec le PRPGD).

Ceci exposé,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu l'ordonnance n° 2016-1028 du 27 juillet 2016 et le décret n° 2016-1071 du 3 août 2016 précisant le contenu du SRADDET, les objectifs et le calendrier,

Vu le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 précisant le contenu du plan,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte,

Vu la feuille de route économie circulaire du Ministère de la Transition écologique et solidaire publiée le 23 avril 2018,

Vu le Programme National de Prévention des Déchets 2014-2020,

Vu le décret n°2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés,

Vu les travaux engagés par Orléans Métropole pour réviser son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) dans le courant de l'année 2018,

Vu les statuts d'Orléans Métropole,

Vu l'avis de la commission Territoires et proximité du 19 juin 2018 ;

Vu l'avis de la conférence des maires réunie le 25 juin 2018 ;

Il est demandé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- émettre un avis favorable sur le projet de PRPGD et le rapport environnemental, avec les observations suivantes :
 - o des objectifs quantitatifs modulables en fonction des typologies d'habitats des territoires ; il s'agit en particulier du passage en tarification incitative qui n'est pas envisagé pour l'instant par Orléans Métropole ;
 - o des soutiens financiers adaptés vers l'ensemble des acteurs impliqués pour les territoires volontaristes.

PJ : note de présentation du projet de PRPGD et du rapport environnemental
de la Région Centre-Val de Loire et courrier de saisine de la métropole

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour extrait conforme et certification de l'exécution des formalités prévues aux articles L. 2121-10 à L. 2121-25 du code général des collectivités territoriales ; le caractère exécutoire prenant effet à compter de la date de l'exécution des formalités prévues à l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales.

Signé numériquement
à Orléans, le 12 juillet 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services,



Bertrand LANGLET

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération (ou le présent arrêté) pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département pour contrôle de légalité
- date de sa publication et/ou de sa notification